



Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

The AJC Press Clippings provides articles in both English and French. The articles appear in the language of publication. La revue de presse de l'AJJ partage des articles en français et en anglais. Les articles apparaissent dans la langue de publication.

GRÈVE DES JURISTES DE L'ÉTAT - Philippe Couillard ne comprend pas la stratégie des juristes

Alexandre Robillard, Le Devoir, le 16 février 2017

Le premier ministre Philippe Couillard ne comprend pas la stratégie des juristes de l'État, qui poursuivent la grève alors qu'ils ont obtenu l'essentiel de leurs demandes.

M. Couillard a déclaré mercredi qu'il est « *surpris* » de constater que les avocats et notaires du gouvernement ont voté cette semaine en faveur de la poursuite du conflit, qui dure depuis 17 semaines.

« *Je ne comprends pas trop la stratégie qui est visée ici* », a-t-il dit lors d'un point de presse à l'Assemblée nationale, avant une réunion de ses députés.

Selon le premier ministre, les offres gouvernementales répondent à l'essentiel des revendications du regroupement syndical Les avocats et notaires de l'État (LANEQ).

« *Ce qui est sur la table [en ce qui concerne la rémunération], sur quatre ans, ça met un équilibre total entre la situation des procureurs et des juristes de l'État*, a-t-il dit. *Je ne comprends pas pourquoi ces gens qu'on respecte, avec qui on travaille, que je connais moi-même, veulent rester à l'écart du travail, se priver de revenus, alors qu'ils ont obtenu une partie essentielle de leurs demandes.* »

Alors que LANEQ réclame l'intervention du premier ministre pour dénouer l'impasse, M. Couillard s'en est remis au président du Conseil du trésor, Pierre Moreau. « *Quand M. Moreau est à la table, il parle en mon nom, il parle au nom du gouvernement* », a-t-il dit.

M. Moreau a pour sa part annoncé qu'il divulguera publiquement, jeudi, les offres du gouvernement aux juristes de l'État. Il souhaite démontrer ainsi que cette proposition donne aux avocats et notaires du gouvernement la parité avec ce que les procureurs aux poursuites criminelles et pénales ont obtenu.

« *Ils veulent la parité avec les procureurs de la couronne*, a-t-il dit dans une mêlée de presse. *Cette parité, on la donne.* »

Le ministre veut également réagir aux accusations des représentants syndicaux, qui reprochent au gouvernement de tenir un double langage. « *Il y a un changement de ton à l'égard de l'attitude de leurs représentants à la table de négociations*, a-t-il dit. *Ils disent publiquement qu'ils veulent la parité, alors qu'à la table de négociation ils veulent 10 pour cent sur la rémunération salariale, sans égard à la rémunération globale, ce qui place leur demande au-delà des procureurs de la couronne.* »

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

Le gouvernement répond aux revendications des juristes de l'État, selon Couillard

ICI Radio-Canada, le 15 février 2017

M. Couillard a déclaré mercredi qu'il était « surpris » de constater que les avocats et notaires du gouvernement aient voté cette semaine en faveur de la poursuite du conflit, qui dure depuis 17 semaines.

« Je ne comprends pas trop la stratégie qui est visée ici », a-t-il dit lors d'un point de presse à l'Assemblée nationale, avant une réunion de ses députés.

Selon le premier ministre, les offres gouvernementales répondent à l'essentiel des revendications du regroupement syndical Les avocats et notaires de l'État (LANEQ)

Ce qui est sur la table en terme monétaire, sur quatre ans, ça met un équilibre total entre la situation des procureurs et des juristes de l'État.

Philippe Couillard

« Je ne comprends pas pourquoi ces gens qu'on respecte, avec qui on travaille, que je connais moi-même, pourquoi ils veulent rester à l'écart du travail, se priver de revenus alors qu'ils ont obtenu une partie essentielle de leurs demandes », a-t-il dit.

Alors que LANEQ réclame l'intervention du premier ministre pour dénouer l'impasse, M. Couillard s'en est remis au président du Conseil du Trésor, Pierre Moreau.

« Quand M. Moreau est à la table, il parle en mon nom, il parle au nom du gouvernement », a-t-il dit.

Offres rendues publiques

M. Moreau a pour sa part annoncé qu'il divulguerait publiquement, jeudi, les offres du gouvernement aux juristes de l'État.

Il souhaite démontrer ainsi que cette proposition donne aux avocats et notaires du gouvernement la parité avec ce que les procureurs aux poursuites criminelles et pénales ont obtenu.

Ils veulent la parité avec les procureurs de la Couronne. Cette parité on la donne.



Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

Pierre Moreau

Le ministre veut également réagir aux représentants syndicaux, qui accusent le gouvernement de tenir un double langage.

« Il y a un changement de ton à l'égard de l'attitude de leurs représentants à la table de négociations. Ils disent publiquement qu'ils veulent la parité alors qu'à la table de négociation, ils veulent 10 % sur la rémunération salariale, sans égard à la rémunération globale, ce qui place leur demande au-delà des procureurs de la Couronne », a estimé M. Moreau.

Selon lui, au cours des dernières semaines, le gouvernement a fait preuve de plus de souplesse que LANEQ.

« Ils n'ont pas bougé d'un iota », a-t-il dit, en admettant que les juristes avaient tout de même renoncé à une demande concernant le processus d'arbitrage.

M. Moreau a répété que le gouvernement ne dépasserait pas le cadre financier qui a guidé les dernières négociations avec l'ensemble de la fonction publique.

« Ce n'est pas l'offre finale et globale, il y a encore du mouvement possible, mais ce mouvement va se faire à la table de négociation », a-t-il souligné.

Moreau se défend

M. Moreau s'est défendu d'avoir envenimé le débat, mardi, quelques heures avant un vote des syndiqués, qui ont choisi de poursuivre la grève.

« Pas du tout, je ne regrette pas les propos », a-t-il dit.

La porte-parole péquiste Nicole Léger a pour sa part estimé que les syndiqués avaient été choqués par les déclarations du ministre, qui a attaqué leur exécutif syndical.

« Son ton a été décrié de toutes parts. Son ton a monté », a-t-elle déclaré.

Le chef caquiste François Legault a affirmé que M. Couillard devait s'impliquer dans la négociation.

« J'ai trouvé que M. Moreau était très arrogant mardi. Il a attaqué le syndicat. Il me semble, quand on est en train de négocier, que ce n'est pas la meilleure approche », a dit François Legault.



Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

Grève des juristes de l'État : Moreau perçoit une « intransigeance totale »

ICI Radio-Canada, le 14 février 2017

S'ils poursuivent sur leur lancée, les juristes de l'État vont « frapper le mur » selon le président du Conseil du trésor, Pierre Moreau. Il taxe les représentants des avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ) de faire preuve « d'intransigeance totale » à la table de négociation.

Le ministre n'a pas mâché ses mots face à l'attitude des juristes de l'État, mardi matin. Visiblement excédé, il les tient responsables pour l'impasse qui perdure après 17 semaines de grève.

« Ceux qui sont inflexibles actuellement à la table de négociation, ce ne sont pas les négociateurs du gouvernement », indique-t-il.

Hier, LANEQ a annoncé qu'elle intentait un [recours de 36,75 millions de dollars](#) contre le gouvernement devant le Tribunal administratif du travail. Le syndicat estime que l'employeur a fait montre de « mauvaise foi » depuis le début des négociations pour renouveler leur convention collective, échue depuis deux ans.

Or, Pierre Moreau rappelle que le gouvernement a modifié son offre à quatre reprises. Il ajoute que depuis son retour au conseil des ministres, il a rencontré les représentants de LANEQ à trois reprises en autant de semaines.

Quand vous voulez humilier des gens et les faire rentrer les gens à genoux, vous ne les rencontrez pas trois fois en trois semaines, et vous ne modulez pas vos offres!

Pierre Moreau, président du Conseil du trésor

« Je n'ai jamais compris, moi, qu'une négociation de bonne foi, c'était de tout accorder à la partie avec laquelle on négocie [...] Si leur recours est fondé sur la mauvaise foi du gouvernement, je leur souhaite bonne chance », ironise-t-il.

Les juristes n'ont pas bougé d'un iota, dit Moreau

LANEQ a bel et bien abandonné l'une de ses revendications, qui était d'obtenir un arbitrage liant pour les négociations de leur convention collective.

Or, cette demande était indéfendable, estime M. Moreau, car ni les procureurs de la Couronne, ni les juges n'en bénéficient. Depuis, les juristes n'ont pas bougé d'un iota, affirme-t-il.



Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

Posez-lui la question, à Me Denis. Quel est le geste que vous avez posé depuis le début de ce conflit-là pour vous rapprocher du gouvernement?

Pierre Moreau, président du Conseil du trésor

Ils demandent une augmentation salariale de 10 % sur 4 ans, mais M. Moreau estime que cela les placerait au-dessus des procureurs de la Couronne. La dernière offre faite du gouvernement les place sur un pied d'égalité, dit le ministre, mais LANEQ affirme qu'ils recevraient 5000 \$ de moins que les procureurs.

« Ce qu'ils demandent, en réalité, ce n'est pas la parité avec les procureurs de la Couronne. C'est plus que ce qui a été accordé aux procureurs de la Couronne parce qu'ils ne considèrent pas l'abandon de certains avantages sociaux que les procureurs de la Couronne ont laissé sur la table. »

Interrogé à savoir s'il envisageait le recours à une loi spéciale pour forcer les juristes à rentrer au travail, le ministre a balayé cette idée du revers de la main.

Il croit que cela fait plutôt partie de la stratégie de LANEQ. « Je regrette, je ne suis pas dans ce scénario-là, il va falloir qu'ils revoient leur stratégie. »

Les membres de LANEQ se réunissent ce mardi en assemblée générale extraordinaire, simultanément à Montréal et à Québec.

Government lawyers and notaries may end 17-week strike

CTV News, February 13 2017

Government lawyers and notaries, frustrated with being on strike for 17 weeks, are going to sue the government instead.

The lawyers and notaries are seeking nearly \$37 million in damages.

Jean Denis, the head of their union, LANEQ, said the government has been negotiating in bad faith.

On Tuesday the 1,100 members of the union will vote as to whether or not to continue the strike.

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

"The last assembly we had, we said to them we will come back to ask you if you want to continue or no, because our funds are at zero. That's why we're going back to ask them what they want to do," said Denis.

Notaries and lawyers are asking for the same salary increases and working conditions given to Crown prosecutors last year.

La grève des juristes de l'État s'essouffle

Possible retour au travail des 1100 avocats et notaires du gouvernement

Isabelle Porter, Le Devoir, le 14 février 2017

En grève depuis 17 semaines, les 1100 avocats et notaires de l'État pourraient bien voter un retour au travail mardi, selon leur porte-parole, Me Jean Denis. Les membres sont « *à bout de souffle* » et le fonds de grève est épuisé depuis déjà deux semaines.

« Les gens sont épuisés. [...] Il y a des gens qui disent qu'ils veulent retourner, a déclaré le président des Avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ). Il y a de jeunes familles là-dedans. Des soutiens de famille... Ces soutiens de famille là, ils ont besoin d'argent. »

Les membres doivent de nouveau se prononcer mardi sur la poursuite de la grève ou un possible retour au travail lors d'une assemblée extraordinaire. Lundi, M. Denis a dit s'attendre à ce que l'offre du gouvernement soit rejetée massivement, mais qu'il en serait autrement pour le retour au travail. « *Ça va être serré* », a-t-il dit. Lors de la dernière assemblée à la fin janvier, le maintien de la grève avait reçu un appui de 83 % et l'offre du gouvernement avait été rejetée à 97 %.

Advenant un retour au travail, LANEQ n'exclut pas une grève des heures supplémentaires ou une grève partielle. « *Les avocats, ça ne travaille pas nécessairement de 8 h 30 à 16 h 30, mais là, on ferait ça. Quand on part à 16 h 30, les ministres et les sous-ministres n'aiment pas ça* », a lancé Me Denis lundi en conférence de presse. Avec tout le retard pris ces dernières semaines, cela pourrait encore « *beaucoup* » ralentir la machine, selon lui.

Dans le cadre du renouvellement de leur convention collective, les membres de LANEQ réclament les mêmes conditions salariales obtenues l'an dernier par les procureurs de la Couronne (10 % de plus sur quatre ans), alors que le Conseil du trésor leur propose celles consenties à la fonction publique (5,25 % sur la même période). Ils plaident que dans le passé, ils avaient la parité avec les procureurs de la Couronne et que c'est ainsi dans le reste du Canada.



Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

Poursuite de 36,75 millions

Lundi, leur association a aussi annoncé qu'elle poursuivait le gouvernement du Québec pour 36,75 millions devant le Tribunal administratif du travail. Cette démarche est distincte des négociations, selon M. Denis, qui soutient que la préparation de la poursuite est en cours depuis un certain temps.

Il allègue que le gouvernement a enfreint le Code du travail en ne négociant pas de bonne foi. Me Denis allègue que son association a fait des concessions à six reprises dans le cadre négociations, alors que le gouvernement maintient la même position depuis le début. Une stratégie, dit-il, destinée à « humilier » et « abaisser » ses membres.

« Assez, c'est assez. Trop, c'est trop, a déclaré Me Denis. Ils n'apprendront sûrement pas à des avocats comment défendre leurs droits. »

Les 36,75 millions incluent le remboursement des 4 millions du Fonds de grève, des 8 millions de la marge de crédit obtenue par LANEQ, et l'équivalent de 15 000 \$ par membre pour dommages moraux et 7500 \$ pour intérêts punitifs.

Le recours devant le Tribunal serait-il une manière de mieux faire accepter un retour au travail ?

Au-delà du salaire, les avocats et notaires de l'État veulent le même statut que les procureurs ont depuis 2011. Ces derniers n'ont pas le droit de grève mais la loi prévoit que ses conditions sont déterminées par un comité.

Un précédent dans les négos ?

Pourquoi réclamer la même chose que les procureurs ? La tâche est-elle comparable ? Absolument, répond Me Denis. *« Je ne comprends pas qu'on dise que les gens qui font du droit criminel sont plus intelligents ou meilleurs que ceux qui font du droit administratif comme moi. Ils viendront en faire, ils vont voir que c'est difficile et très compliqué. »*

Pour l'ex-ministre et professeur de droit à l'Université d'Ottawa, Benoît Pelletier, cela va de soi. *« Le gouvernement devrait traiter tous ces juristes sur un pied d'égalité. C'est très difficile de justifier une distinction au sein d'une masse d'employés qui ont la même formation et exercent essentiellement le même type de fonction. »* Comment expliquer alors la stratégie gouvernementale ?

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

Selon l'ancien ministre, le gouvernement craint un effet « boule de neige ». « Il redoute qu'après, tous les professionnels de la fonction publique réclament la même chose. [...] Et évidemment, il ne veut pas perdre son contrôle des finances publiques. »

Le président du Conseil du trésor, Pierre Moreau, n'a pas voulu commenter le dossier lundi, il le fera vraisemblablement mardi.

Put an end to public service culture of fear, says integrity commissioner

Kathryn May, iPolitics.ca, February 15th 2017

Canada's bureaucrats will never routinely speak up about wrongdoing in the federal government until a deeply-rooted culture of anxiety over whistleblowing is eliminated, starting with deputy ministers, says the integrity watchdog.

Public Service Integrity Commissioner Joe Friday has proposed 16 amendments to the 10-year-old whistleblower law that he said would build more trust in the system. He warned, however, that the government also has to tackle a culture that discourages public servants from coming forward.

"There cannot be an effective whistle-blowing system without a culture shift, where speaking out about potential wrongdoing is an accepted part of public sector culture and where this can be supported and responded to in a climate free from fear of reprisal," he told MPs Tuesday at a meeting of the Commons government operations committee.

The committee was asked by Treasury Board President Scott Brison last fall to conduct a review of the Public Servants Disclosure Protection Act, which is already five years overdue. The committee was asked to look into whether the legislation is working, needs changes and supports the "ethical culture" and integrity of the public service.

Whistleblower advocates have attacked the legislation as weak and say it fails to protect those who expose wrongdoing from reprisal.

MPs asked why the office has had so few complaints from the 400,000 federal employees covered by the legislation. The office handled about 750 wrongdoing complaints over its 10

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du 13 au 21 février 2017

year history and 11 of those cases were declared founded. Only seven cases of reprisal have been sent to the tribunal.

Labour lawyer David Yazbeck recently testified that he discourages public servants from blowing the whistle because they face a “lengthy, likely unfair and difficult investigative process.”

But Friday said it will take more than legislation and the work of his office to “normalize” whistle-blowing in the public service.

He said fear of reprisal is the big obstacle and changing that requires “buy-in” from senior management.

He said his office’s latest study concluded whistle-blowing has to be considered “acceptable” by senior management before such thinking will “trickle down to the managerial level in order to result in palpable change.”

“What is more problematic and difficult is the motivation for someone to stay silent, and I think it is the combination of two major factors — one of fear of reprisal and other is the belief that nothing is going to happen if they come forward anyway,” he said in an interview.

Friday said the government could increase awareness of whistle-blowing in the workplace by including it in mandate letters or making it part of managers’ performance evaluations.

Privy Council Clerk Michael Wernick made mental health in the workplace a management priority in this year’s performance contracts for all deputy ministers. Friday said the same could be done to encourage whistle-blowing. He said questions about whistle-blowing and reprisals public servants face also should be included in the next public service survey.

“It requires an ongoing, collective commitment. I am one part of that collective commitment but we must be realistic in accepting that, first, fear of reprisal exists and, secondly, that a larger shift has to occur before that fear can be diminished, if not eliminated,” Friday told MPs.

Friday’s comments are worrisome because speaking ‘truth to power’ is supposed to be a key part of the public service’s function when providing advice to ministers.

Friday is the third integrity commissioner since the office was created in 2007. His predecessor, Mario Dion, left before his term was finished, convinced that thousands of cases go unreported every year and those brought to the office amounted to a drop in the bucket.

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

The office has faced an uphill battle from the start in winning the trust and confidence of public servants. The legislation that created the office grew out of the sponsorship scandal that dogged the Chrétien government and replaced what was widely considered a feeble whistle-blowing policy.

It became law under the Conservatives as part of their signature Federal Accountability Act.

But the office of the integrity commissioner got off to a rocky start when the first integrity watchdog, Christiane Ouimet, left in disgrace after an auditor-general report slammed her for failing to fulfill her mandate and for berating and bullying staff.

The auditor-general investigated the office again in 2014 and found the commissioner and his deputy guilty of gross mismanagement and wrongdoing in the handling of two whistleblowers' complaints made against the integrity's watchdog's office.

Friday said his 16 proposed amendments focus on four broad areas: encouraging disclosures of wrongdoing, protecting confidentiality, getting rid of barriers in the office's investigations and offering more protection to those who face reprisals.

Friday said the law should be changed to ensure public servants who face reprisal have a "reverse onus of proof." This would shift the burden to the employer to prove that the employee was not retaliated against for speaking up, exposing a wrongdoing or taking part in an investigation.

He said the Public Servants Disclosure Protection Tribunal, which handles reprisal complaints, also should have the power to order interim remedies and reimburse legal fees to the complainant.

A similar recommendation was also made by whistleblower protection advocates.

"I feel strongly that this is fair and just, as it seeks to level what is otherwise an uneven playing field," said Friday.

Friday said he believes that removing the 'good faith' requirement for a whistleblower or reprisal complaint would boost trust in the system. He argued the 'good faith' test puts too much emphasis on the complainant's motivation rather than on the wrong being exposed.

"The test should be whether the person believes the information to be true, not what motivated them to come forward."

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du 13 au 21 février 2017

Friday also asked for his office's investigative powers to be extended beyond the public service. The act currently prevents the office from gathering evidence outside the public service, such as from former public servants or from information held by third parties.

Ontario judge rebuked for ending day early as delays pile up

Sean Fine, The Globe and Mail, February 17 2017

An Ontario judge has been rebuked by a higher court for contributing to the “culture of complacency” besetting Canada’s criminal-justice system, after breaking for the day at 4 in the afternoon, two days in a row, while two witnesses waited in the hallway to testify. The two witnesses eventually testified for roughly a half-hour in total – at a cost of two months and five days of delay in finding another court date when the prosecution and defence lawyers were available.

The criticism of Ontario Court Justice Rick Libman – chair of the court’s rules committee – comes in a published decision by Justice Michael Code of the Ontario Superior Court. Justice Code had been asked for a stay of proceedings over unreasonable delay by two men accused of cocaine trafficking, under new rules set by the Supreme Court of Canada last July.

The Supreme Court said a “culture of complacency” has afflicted the criminal-justice system for years. It established time limits of 18 months from the laying of a charge to the completion of a trial in provincial court, and 30 months in superior court.

Since that ruling, criminal defence lawyers have applied to have more than 800 cases thrown out of Canadian courts over delay, a Globe and Mail review has found. Two first-degree murder charges have been thrown out in Alberta and Ontario over delay. (Both rulings are under appeal.)

The rebuke of Justice Libman shows that, while judges are in some ways leading the push to keep cases moving through a clogged system, they are not immune to criticism.

“This two-month period of delay would have been completely unnecessary if the Court had adopted a more appropriate sitting schedule,” Justice Code said in his ruling last month in a case known as R v. Brissett. “In my view, it is not acceptable to adjourn court at 4:00 p.m. on two consecutive days when brief witnesses have been waiting out in the court hallways and are

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

available to testify. The approach taken by the Court during this period of delay is emblematic of the ‘culture of complacency’ described in *R. v. Jordan*.”

In the end, Justice Code did not stay the charges against the men. Their cases had taken 36 months to come to trial, with an expectation the trial would end within the month. Justice Code subtracted five months for delay caused by the defence, and four months for exceptional circumstances (caused in part by the Pan American Games in Toronto taking up the time of a police witness). That brought the delay down to an acceptable 27 months.

Justice Libman declined to comment, through a spokesperson for the Ontario Court of Justice.

Anthony Moustacalis, president of the Criminal Lawyers’ Association, described Justice Libman as a good, hard-working, smart judge. He said part of the function of higher-court judges is to criticize the conduct of other judges, but added, “they should be careful. They can’t have a dialogue to find out what happened or why. There may be reasons that are not on the record.” He said some judges are not as diligent as Justice Libman, and “there should be a peer-review mechanism in place to capture those situations.”

In some jurisdictions in the province, courts begin at 9:30 a.m., and in others, at 10, and they generally sit to 4:30 or 5 p.m., Mr. Moustacalis said. “I’ve never had a problem if I say, ‘Look, I’ve got a witness from out of town, can we sit until 5 or 5:30?’ The only time it doesn’t happen is if someone has child-care issues.”

Justice Libman is a former Crown attorney who has been a judge since 1996. He has a doctorate in law from York University’s Osgoode Hall Law School. He is an adjunct professor at Osgoode, and a frequent legal author whose works include *Regulatory Offences in Canada* and *Criminal Trial Rules in Provincial Courts in Canada*.

“Everything I know about Justice Libman is that he is a committed, fair, knowledgeable, hard-working Justice,” Toronto lawyer John Allen, who co-authored *Handling Provincial Offence Cases in Ontario 2016* with Justice Libman, told The Globe in an e-mail.

A Toronto judge who asked not to be named said judges generally rely on decisions by others, especially lawyers, and thus have little control over sitting hours. In some circumstances, this judge said he has deliberately adjourned early for the day – for instance, if an accused begins to testify and is not going to finish that day, the law society restricts the type of contact his lawyer can have with him. “Especially if the accused is under cross-examination, counsel may barely speak to him overnight. So rather than get into that position, I might well break early so that counsel isn’t put into that position.”

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

Justice Libman is not the first respected participant in the justice system to be accused of complacency toward delay. Last September, the Ontario Court of Appeal called Crown attorney Dallas Mack's conduct of the trial of George Kenny "a poster child for the culture of complacency towards delay," saying he had "a leisurely approach to disclosure" and failed to pay "any real heed" to Mr. Kenny's right to a timely trial, despite concerns raised by Mr. Kenny's lawyer. The court threw out Mr. Kenny's conviction for assault causing bodily harm for taking part in a fatal beating, and stayed the charge against him. Mr. Mack is the winner of an Excelsior Award for public service from the Attorney-General's Ministry, and prosecutor of the year from International Association of Financial Crimes Investigators.

Criminal courts scramble to meet Supreme Court's new trial timelines

Failure to do so would mean more people accused of serious crimes could walk away without a trial

Alison Crawford, CBC News, February 11 2017

Ditching some mandatory minimum sentences and cutting back on preliminary inquiries are two of the measures under consideration as lawmakers, lawyers, judges and court staff rush to respond to tight new timelines for criminal trials in Canada.

Last summer, the Supreme Court stayed drug charges against Barrett Richard Jordan after he waited 49 months for a trial. The blistering 5-4 judgment described a culture of complacency around court delays and set strict time limits for criminal trials — 18 months for proceedings at provincial court and up to 30 months for cases at Superior Court.

In the aftermath, legal observers have been left wondering if the ruling was a necessary wake-up call or if it has inadvertently pushed Canada's justice system off a cliff.

"It stabbed me in the heart," Nicole Nayel [told CBC News in November](#), after the man accused of killing her 28-year-old son, Fouad, walked free from an Ottawa courthouse.

The judge stayed a charge of first-degree murder because it had taken four years for the matter to get to trial.

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du 13 au 21 février 2017

"There's no justice and that's what I'm having a problem with," she said. "I waited and I have been praying — now it's like everything got crushed right in front of my eyes. And the guy, he's smiling and walking away free."

'Culture shift'

Alberta Justice Minister Kathleen Ganley said that kind of scenario was what first came to mind when she read the Jordan decision.

"If we're taking years to get to trial, we're not doing a great job of serving the public, and I think that culture shift needs to start happening," she said.

That shift includes basic steps such as offering trials in the summer.

- [Liberals looking to eliminate many mandatory minimum sentences: Wilson-Raybould](#)
- [Supreme Court sets new deadlines for completing trials](#)

Sounds simple, but Neil Wittman, chief justice of Alberta's Court of Queen's Bench, said the idea didn't go over well initially.

"A lot of members of the bar didn't take us up on it very quickly. They are now, and we're offering more and more summer trials."

Courts in Alberta have also opened case management offices that handle procedural matters that used to be heard before a judge in a courtroom.

Ganley said Alberta's courts are hearing almost 7,000 fewer criminal matters per month.

Fewer preliminary inquiries

But it's Alberta's experience with cutting back on preliminary inquiries that has caught the attention of many legal observers.

Prelims are like mini-trials held to satisfy the judge that there's enough evidence to justify a charge and trial.

They used to be crucial to defence counsel because it was only then they were guaranteed disclosure of the Crown's evidence. But that changed 25 years ago when the Supreme Court told Crown attorneys to share as much as possible, as early as possible.

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du 13 au 21 février 2017

In 2014, the Alberta government recommended preliminaries be held in only the most serious cases and in one year, the number of prelims dropped by 30 per cent.

"That has worked well," Ganley told CBC News. "The Crown sort of turns their mind to that and the likelihood of success there, and I think that is helping, because in some cases it is a necessary step and in many cases I think it's really just a procedural step that comes from a bit of an antiquated place."

- **Father says court delays denied his toddler justice**

Conservative Bob Runciman, who chairs a Senate committee studying the court system, agrees with that assessment.

"We think there are areas where preliminary inquiries are not necessary," he said. "And the defence bar will fight against that in most instances."

Room for compromise

Ottawa defence lawyer Michael Spratt expects some of his colleagues will howl at the idea but he personally feels there's room for reforming prelims.

"Maybe not have hard and fast rules, but make sure that Crown counsel [and] judges that oversee sort of pre-trial meetings between Crown counsel and defence counsel can sit down and make reasonable admissions and do the streamlining on a case-by-case basis."

But he says that's not how things work at the moment in Ontario. Last month, Spratt says he received notice from the Crown that it wished to proceed without a preliminary inquiry on a complex first-degree murder case.

"I think we have to be very careful, because if the pendulum swings too far one way ... the inevitable result of hurrying things up, of reducing procedural protections, it will result in wrongful convictions."

Scrapping mandatory minimum penalties

The approach to preliminary inquiries is inconsistent across the country, but federal Justice Minister Jody Wilson-Raybould says she's open to hearing arguments for cutting back on them.

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du 13 au 21 février 2017

In the meantime, she says her department is looking at the impact of mandatory minimum sentences.

Wilson-Raybould says there's enough evidence to show mandatory minimums have contributed to serious backlogs in Canada's courts.

They result in more trials because the option of reaching a swift plea deal for a reduced sentence is off the table.

"Certainly, we recognize for the most serious crimes, mandatory minimum penalties are entirely appropriate," the justice minister said.

But in other cases, she says, re-injecting discretion for judges to tailor sentences for the individual before them is of the utmost importance.

Something has to give

Another way to reduce the backlog is simply to have stricter standards for granting delays.

Runciman recalled a glaring example of this from when he and his Senate committee colleagues visited a Calgary courtroom last fall.

"The defence asked for an adjournment of a case [...] and the Crown pointed out, 'Your honour, this individual, the accused, has already had 19 adjournments in the case.' And the judge said, 'OK, well I'll give you one more' and banged the gavel," Runciman said.

B.C. Supreme Court Associate Chief Justice Austin Cullen said he expects far less of that in the future.

He says the "immediate, real effect" of the Jordan ruling was to require stronger justification for pushing back dates, allowing so many pre-trial applications and adjourning trials.

Cullen serves on a roundtable with police, Crown attorneys and defence lawyers in B.C., which recently came up with a draft set of protocols for making the most complex trials more efficient.

'Litigants in some way are far less interested in our rhetoric and our beautiful prose than they are with an actual decision.' - Justice John Laskin, Ontario Court of Appeal

Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du 13 au 21 février 2017

Crown attorneys, for example, are expected to disclose evidence to defence counsel within three months of an accused's first appearance in court.

The director of policing services is encouraged to consider setting minimum standards for organizing and disclosing evidence to the Crown.

And finally, keeping everyone on track would be an experienced judge, appointed specifically to manage every such case and oversee trial plans.

Oral judgments

Even the way judges share their rulings could save valuable time.

Next month, dozens of judges from across Canada will gather in B.C. for a course on how to give oral judgments. Most are used to taking time to write lengthy rulings.

- [Quebec to hire new judges, prosecutors to address backlog](#)

"One way to manage your caseload is to be able to give an oral judgment right after the hearing," said Justice John Laskin of the Ontario Court of Appeal, who helps teach the course.

Speaking directly to the people has other benefits, he says.

"You know, litigants in some way are far less interested in our rhetoric and our beautiful prose than they are with an actual decision. So they can, you know, plan their lives and get on with their lives."

Jordan not fully litigated

Like many other significant legal decisions, the full implications of the Jordan ruling won't be known for some time.

Laskin expects his court will soon be hearing appeals from the Crown on charges that have been stayed, as well as cases where defence counsel will appeal the dismissal of applications to stay charges.

Associate Chief Justice Cullen in B.C. says the decision raises plenty of other challenging questions.



Press Clippings for the period of February 13th to 21st 2017 / Revue de presse pour la période du
13 au 21 février 2017

"For example," he said, "does the need for a trial without delay trump an accused person's right to counsel? If there are two or more accused and one of the accused's counsel is unable to free up his or her calendar until a long time into the future, does that mean that person needs to get new counsel?"